Lutter contre les MDMD

Exercice basé sur un scénario

**Étude de pays**

# 

## ÉTUDE DU PAYS DU CARANA

**Carana**

**8e continent**

*Mise à jour quelques mois avant l'accord de paix*

CONTEXTE

Après des années de conflit violent entre le gouvernement du Carana, dominé par les Caranais, et les forces rebelles, un accord de cessez-le-feu a été établi et l’accord de paix de Kalari (APK) a été signé le 1er mai 2019.

L’APK a été négocié par l’organisation régionale, la Coalition régionale du 8e continent (CRC), afin de mettre un terme à la violence et d’ouvrir la voie à un processus de paix au Carana.

L’APK prévoit qu’une mission mandatée par les Nations Unies prendra le relais de la mission d’observation légère du CRC au Carana (Mission d’assistance de la CRC au Carana - MACRCC) afin d’aider à superviser et à vérifier le cessez-le-feu ainsi qu’à stabiliser le pays.

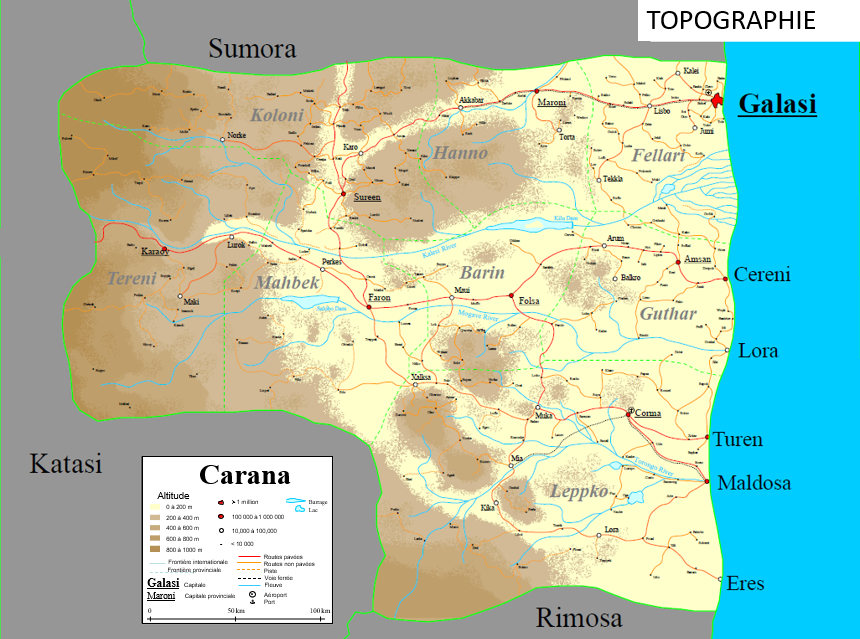
Dans sa résolution 1544 (M 2017), le Conseil de sécurité des Nations unies autorise la création de la Mission d’assistance des Nations Unies au Carana (MANUC) en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Le siège des Nations unies s’appuie sur ses capacités internes pour planifier la mission. Une étude de pays et une enquête technique sur le Carana ont été réalisées et un concept stratégique de base de l’ONU élaboré. Ces documents sont présentés aux participants à titre de lectures préalables pour qu’ils se familiarisent avec le scénario qui sera utilisé d’un bout à l’autre du cours complet.

Ce document : L'étude de pays du Carana donne une vue d'ensemble du Carana. Ce document a été mis à jour quelques mois avant la signature de l'accord de paix de Kalari.

**ÉTUDE DE PAYS**

**GÉOGRAPHIE**

1. **Situation géographique**:Le Carana est situé sur la côte orientale du 8e continent, entre les latitudes 8° et 10°. Le pays a une superficie de 120 000 km2 et compte 300 km de côtes. Le Carana possède 1 500 km de frontières terrestres avec les pays limitrophes.



1. **Topographie**:Du point de vue du relief, le Carana est divisé en deux régions principales : les plaines de l’est et du centre et une région montagneuse à l’ouest et au sud-ouest. Le relief s’élève généralement d’est en ouest depuis le niveau de la mer pour atteindre une altitude de 1 200 m.

Le terrain est essentiellement plat et lisse, les aspérités et les dénivellations étant l’exception plutôt que la règle. La côte est plate et dépourvue de falaises ou de rochers.

L’eau est calme, mais peu d’endroits peuvent accueillir des navires à fort tirant d’eau.

1. **Hydrographie** : Les trois principaux fleuves du Carana, le Kalesi, le Mogave et le Torongo, coulent depuis les hautes terres de l’ouest vers l’est pour se jeter dans l’océan. Le fleuve Kalesi aboutit à un large delta entouré de terres marécageuses. Les principaux fleuves sont en principe tous navigables, mais le Torongo est le seul cours d’eau utilisé pour le transport. Deux barrages installés sur le Kalesi et le Mogave produisent de l’électricité. Le Carana ne possède pas de grands lacs naturels.
2. **Conditions climatiques et météorologiques**:Le climat au Carana est chaud et humide. Situé à proximité de l’équateur, le pays n’a ni hiver ni été distincts. La température moyenne en journée pendant la saison sèche est de 36°C; la température nocturne moyenne est de 22°C. La saison des pluies s’étend de début d’octobre jusqu’à décembre avec un taux moyen de précipitations de 250 mm par mois.
3. **Végétation**:À l'origine, le Carana était entièrement recouvert de jungle et de brousse dense. Au cours du dernier siècle, les terres des régions centrale et orientale ont été défrichées et mises en culture à des fins agricoles. Bien que le sol du Carana soit fertile, l'utilisation intensive des terres comme pâturages a rendu de vastes zones stériles et impropres à l’agriculture.

Environ 20 % de la superficie totale est actuellement utilisée pour la culture de céréales, de millet, de légumes et de fruits.

L'ouest et le sud du pays sont encore couverts de jungle et de brousse dense. L’agriculture est pratiquée dans la jungle sur de petites parcelles.

1. **Ressources naturelles**: leCarana est riche en ressources naturelles, qui ne sont pas réparties de manière égale sur l'ensemble du territoire. Dans les montagnes recouvertes par la jungle à l’ouest, les bois rares et le bois de construction sont les principales ressources naturelles.

On trouve des diamants le long du fleuve Kalesi dans les provinces de Mahbek et de Barin. Le cuivre est extrait dans les hautes terres à l'ouest de Mia. Le charbon est extrait dans la province de Hanno.

Le sol du Carana est naturellement fertile. Les rivières et les eaux côtières sont riches en poissons.

1. **Géographie humaine** : Le développement de la population du Carana est lié aux différences entre les zones climatiques, ce qui a créé une société divisée, avec des structures sociales disparates organisées autour de différents modes de subsistance. Le clivage le plus important se situe entre les pasteurs semi-nomades qui habitent les pâturages du sud-ouest (provinces de Tereni et de Mahbek) et les agriculteurs et les mineurs, en grande partie sédentaires, de l'est.
2. **Population**:

**Généralités**

|  |  |
| --- | --- |
| Population totale | 14 millions |
| Croissance démographique | 3,6 % |
| Répartition par âge | moins de 15 ans : 44 %  15 à 18 ans : 13 %  18 à 60 ans : 39 %  Plus de 60 ans : 4 % |
| Taux de fécondité | 5,1 enfants/femme |
| Ratio hommes/femmes | 1,06 femme/homme |
| Mortalité infantile | 9,1 décès pour 100 naissances vivantes |
| Espérance de vie | Population totale : 45,3 ans  Hommes : 42,1 ans  Femmes : 47,9 ans |
| Langue | Plus de 20 langues originales ou dialectes tribaux sont parlés au Carana. La langue officielle et administrative est le français. |

1. **Répartition ethnique** : La population du Carana se compose de plus de 15 groupes ethniques. La plupart de ces groupes sont de petite taille et socialement et politiquement marginalisés. Les trois principaux groupes ethniques, les Caranais, les Kori et les Tatsi, représentent 90 % de la population.

Les Caranais (49 %) constituent la majorité ethnique du pays et vivent principalement dans l’est et le centre du Carana. Les Kori (38 %) vivent à l’ouest et constituent le groupe ethnique dominant dans les provinces de Tereni et de Koloni. Les Tatsi (13 %) vivent dans le sud et sont majoritaires dans la province de Leppko.

Les frontières nationales datent de l'époque coloniale et ne représentent pas la répartition ethnique de la région. Les Falin représentent 10 % de la population de la ville voisine de Sumora, les Kori 38 % de la population de Katasi et les Tatsi 45 % de la population de Rimosa.

1. **Religion**:Selon les estimations de la Banque mondiale pour 2010, environ 75 % de la population du Carana est chrétienne. Environ 35 % de la population sont des protestants luthériens et baptistes, tandis que 40 % sont catholiques.

L'islam est pratiqué par plus de 20 % de la population, principalement dans le Sud. La grande majorité des musulmans sont des sunnites qui vivent majoritairement dans le sud ; il existe toutefois des communautés chiites, petites mais actives, le long des plaines côtières. Plusieurs groupes sunnites sont de nature extrémiste et ont instauré la charia dans les régions du sud-ouest de Leppko.

En termes de répartition ethnique, la majorité des Caranais sont catholiques, tandis que la majorité des Kori sont protestants. Les Tatsi sont principalement des musulmans sunnites.

La Constitution de 1991 (suspendue) prévoit la liberté de religion tout en interdisant certaines formes de fondamentalisme religieux. Les fêtes chrétiennes sont célébrées comme des fêtes nationales. Les groupes missionnaires au Carana sont tolérés et comprennent les luthériens, les baptistes, l’Église des Frères et les témoins de Jéhovah. Ils ont tendance à n'opérer que dans l'ouest et le sud. L'église catholique est influente dans les territoires occupés par les Caranais.

**HISTOIRE**

1. **Période coloniale** : L'État du Carana a été fondé en 1904 en tant que colonie française. Étant donné que l’administration française se concentrait sur l’exploitation des ressources naturelles et acceptait la structure tribale du pays, ainsi que le rôle des autorités locales, la période s’étendant de 1919 à 1951 a été relativement calme et pacifique. La période allant de 1951 à 1955 a été caractérisée par des troubles civils liés à un mouvement de libération nationale de plus en plus populaire. À partir de 1952, les troubles et les émeutes ont été fréquentes et ont débouché sur des actions et une violence plus organisées dirigées contre la puissance coloniale. En 1954, les Français ont perdu le contrôle de la plus grande partie du pays en dehors de la capitale et des principales villes côtières. Afin de conserver un niveau minimal de contrôle, ils ont été obligés d’accepter certaines formes de coopération et un État autonome du Carana.

En 1955, le statut juridique du Carana a changé. De colonie française, il est devenu une république au sein de la communauté francophone. En 1962, le Carana a obtenu son indépendance.

Du fait de la longueur de la période de domination coloniale française, une forte influence française se fait encore sentir sur presque tous les aspects de la vie culturelle, sociale et économique du pays et cette influence reste prédominante dans certains domaines. Une grande partie des infrastructures, en particulier les réseaux ferroviaire et routier, a été construite pendant la domination coloniale française et n’a pas été améliorée depuis. L’architecture du système politique et administratif du Carana reflète également une forte influence française imposée au cours des dernières décennies.

1. **Évolutions post-coloniales** : Après la libération du Carana, Joseph Uroma (le chef du plus important des mouvements de libération qui pouvait compter sur le soutien de la majorité caranaise de l’est du pays) a pris le pouvoir et a immédiatement essayé de couper tous les liens avec la France. Il a tenté d'établir un système communiste avec l'aide de l'URSS et de Cuba. Fort d’un soutien économique et militaire important, il est parvenu à mettre en place son régime et a réprimé tous les partis issus des autres mouvements de libération et tous les groupes d’opposition.

Pendant les premières années de son gouvernement, Uroma a bénéficié de l’appui d’une grande partie de l’opinion publique et a renforcé son pouvoir. Toutefois, face à la dégradation de la situation économique et à l’incapacité de son régime à mettre en place un gouvernement efficace, Uroma a commencé à perdre l’appui du public et son pouvoir a été de plus en plus contesté. En 1971, il a été chassé du pouvoir et tué. Christian Hakutu, l’ancien chef de l'armée dominée par les Caranais, l’a remplacé.

Hakutu a rétabli les liens avec la France et promis une réforme sociale et économique de grande envergure. Le soutien massif qu’il a reçu des pays occidentaux ne lui a pas permis de régler les problèmes économiques ni de stabiliser le pays. En 1975, Hakutu a été chassé du pouvoir par un coup d’État et remplacé par une junte militaire dirigée par le colonel Tarakoni, également caranais. Le gouvernement militaire de Tarakoni n’a pas davantage su régler les problèmes économiques et humanitaires, mais a parfaitement réussi à maintenir l’ordre dans le pays.

En 1983, la situation économique s’était dégradée à un point tel que seule une injection massive d’aide internationale pourrait empêcher le pays de sombrer dans une crise humanitaire. La crise a fait naître des groupes d’opposition et le régime de Tarakoni a été de plus en plus souvent contesté. Après plusieurs années d’instabilité et sous la pression internationale, des élections libres ont eu lieu en 1986.

Le PDC (Parti démocratique du Carana) remporte les élections et Jackson Ogavo (leader du PDC) devient le premier président élu du Carana. Au départ, le gouvernement était raisonnablement représentatif de la composition ethnique du pays, tout en restant dominé par les Caranais, et il respectait les principes démocratiques qui ont été par la suite inscrits dans la Constitution de 1991.

Pendant quelques années, certaines réformes économiques et sociales ont été mises en place, mais avec le temps, Ogavo a recentré son attention sur la répression de tous les groupes d’opposition et sur le renforcement des appuis dont il bénéficiait. Depuis 1995, il a étendu l’influence du gouvernement central sur toutes les activités économiques et sociales au moyen de lois et de règlements administratifs. Le remplacement des principaux ministres kori et tatsi par des membres de la tribu caranaise (celle d’Ogavo) a conduit à utiliser des méthodes de plus en plus répressives, a nui à l’efficacité économique et a favorisé la corruption.

Depuis 2002, l'économie, auparavant en pleine croissance, est en déclin et des crises humanitaires régionales se produisent régulièrement.

1. **Dernières évolutions**:La situation économique et la discrimination dont sont victimes les Kori et les Tatsi de la part du gouvernement ont favorisé l’émergence de groupes d'opposition politique et de mouvements rebelles au milieu des années 2010. Le gouvernement a supprimé la plupart de ces groupes, recourant à l'armée et à la gendarmerie pour réprimer toute tentative de contestation du régime d'Ogavo.

En 2014, quelques petits mouvements rebelles de la province de Tereni ont rejoint le groupe rebelle plus important et mieux organisé connu sous le nom de Mouvement patriotique du Carana (MPC) et ont formé une opposition militaire bien structurée et efficace. Le MPC a remporté quelques succès locaux dans l’ouest du pays face aux Forces de Défense du Carana (FDC), dominées par les Caranais, et a obtenu un soutien croissant de la population locale dans l’ouest du pays, ce qui a conduit les FDC à perdre en 2016 le contrôle de parties importantes des hautes terres occidentales. Bien que les engagements militaires du MPC aient été bien coordonnés et exécutés avec succès, les rebelles n'avaient pas de stratégie politique cohérente et n'ont pas su tirer parti de leur succès. Leurs seuls objectifs déclarés étaient de chasser Ogavo du pouvoir et d'assurer une meilleure représentation des ethnies non-caranaises.

Les opérations limitées mais fréquentes du MPC à l’ouest a de plus en plus affaibli les FDC, leur laissant peu de moyens réels dans le sud du pays, dans la province de Leppko, et donnant l’occasion à des éléments de la minorité tatsi, majoritairement musulmane, d’attaquer les institutions gouvernementales. Au départ, il ne s’agissait que de quelques incidents localisés, mais ils se sont rapidement transformés en activités plus radicales, notamment en représailles particulièrement brutales contre les civils de l’ethnie caranaise. Constatant que le gouvernement ne pouvait pas faire grand-chose contre eux, un certain nombre de ces petits groupes rebelles se sont unis et se sont appelés CISC (Combattants Indépendants du Sud Carana).

1. **Relations avec les pays voisins**:Les relations entre le Carana et le Sumora sont traditionnellement bonnes. Bien que les Caranais ne représentent que 10 % de la population du Sumora, ils sont politiquement forts. Ces dernières années, le gouvernement du Sumora a eu tendance à soutenir la position du président Ogavo.

Les relations entre le Carana et le Katasi sont tendues. Le Carana a accusé le Katasi à plusieurs reprises de soutenir les rebelles du MPC en leur fournissant de l’argent, des armes et des combattants ; ces allégations n’étaient pas dénuées de fondement et ont été corroborées par les rapports d’un certain nombre d’organisations internationales, bien que l’ampleur du soutien reste floue. Néanmoins, cela suffit pour que le Carana rejette sur le Katasi la responsabilité de son incapacité à traiter avec le MPC.

Les relations entre le Carana et le Rimosa sont également tendues. Le Rimosa est en proie à un conflit civil permanent. Il est le théâtre d’une guerre civile opposant deux groupes ethniques rivaux, les Tatsi, majoritaires, qui détiennent la quasi-totalité des leviers du pouvoir au sein du Gouvernement du Rimosa, et les Élassis, minoritaires et musulmans, qui se prétendent victimes de discrimination et de persécutions. Pour l’essentiel, les combats interethniques au Rimosa se sont déroulés dans la partie nord du pays, près de la frontière avec le Carana. Une armée rebelle clandestine, se faisant appeler le Front de libération élassi (FLE), y a mené une campagne de guérilla contre les forces gouvernementales et les milices tatsis progouvernementales. Le FLE aurait des liens avec les CISC du Carana.

Le Carana est membre de la Coalition régionale du 8e continent (CRC). Rassemblant les 12 pays du continent, cette coalition se consacre principalement à améliorer sa prospérité économique. Il lui est toutefois arrivé d’exercer des pressions politiques et diplomatiques lorsque les relations entre certains de ses États membres se tendaient. Depuis fin 2016, la CRC s’emploie à jouer un rôle de médiateur entre les groupes au Carana et, en février de 2017, elle est parvenue à amener les principaux groupes à négocier, pour voir cette occasion de faire la paix s’envoler lorsqu’un membre du Gouvernement du Sumora, qui assurait la présidence de la CRC, a été accusé d’organiser des livraisons d’armes destinées au Président Ogavo. Ces allégations se sont ultérieurement avérées non fondées, mais il était trop tard pour sauver les pourparlers.

La présidence tournante de la CRC a été assumée par le Kazuri à la fin de 2016. Plus éloigné du Carana, le Kazuri a l'avantage de ne pas être perçu comme ayant un intérêt direct dans le conflit et a redoublé d'efforts pour reprendre les négociations.

**SYSTÈME POLITIQUE**

1. **Gouvernement**: LeCarana est régie par une constitution adoptée par référendum en 1991. Il s’agit d’un régime républicain présidentiel dans lequel le chef de l’État est un président élu pour cinq ans. Le chef du gouvernement est le Premier ministre, nommé par le président. Le Premier Ministre nomme les ministres et les directeurs des départements ministériels.

Un Parlement de 256 membres élus dispose de pouvoirs étendus et est censé être représentatif de la composition ethnique du pays.

Si la Constitution soutient un système politique démocratique, le Président Ogavo a progressivement fait disparaître toute véritable opposition et, depuis 2010 à peu près, le Carana est dans les faits un État à parti unique. Aujourd’hui, le seul parti politique légal est le PDC (Parti démocratique du Carana). Tous les parlementaires sont membres du PDC ou ont des liens étroits avec lui.

1. **Administration**:Du point de vue administratif, le Carana est divisé en huit provinces. La capitale est Galasi. Les chefs-lieux de province sont Galasi, Maroni, Sureen, Alur, Faron, Folsa, Amsan et Corma.

Le Président nomme les gouverneurs, qui sont à la tête de l’administration d’une province et relèvent directement de lui. Le système administratif du Carana est une administration centralisée. Le gouvernement central contrôle la plupart des questions gouvernementales.

Les provinces sont divisées en plusieurs districts. La Constitution ne définit pas le rôle politique et administratif de ces districts. Les limites géographiques de la plupart d’entre eux ont été fixées par l’administration coloniale française. Parallèlement à la structure administrative officielle, il existe un système traditionnel organisé autour des chefferies. Les leaders de chefferie exercent une autorité de facto considérable, surtout dans les zones rurales, et président les tribunaux traditionnels qui appliquent des codes juridiques coutumiers non écrits, lesquels varient selon le groupe ethnique ou religieux. La charia est très répandue dans la province de Leppko chez les Tatsi.

1. **Système judiciaire**:Le système judiciaire du Carana se compose d’une Cour suprême, de tribunaux de province et de tribunaux de district. Toutes les affaires politiquement sensibles relèvent de la compétence de la Cour suprême ou du tribunal provincial. Le gouvernement nomme les juges de ces tribunaux. Les gouverneurs nomment les juges des tribunaux de district. Le contrôle gouvernemental des tribunaux de district varie selon la région. Dans certaines régions, les autorités locales traditionnelles exercent une influence considérable sur les tribunaux de district.

En vertu de la Constitution, le système judiciaire est conçu pour contrebalancer le poids politique du Gouvernement. Toutefois, du fait de la politisation de l’appareil judiciaire liée au système du parti unique, l’indépendance du pouvoir judiciaire est très contestable. Qui plus est, le secteur judiciaire manque depuis des années de capacités et de ressources institutionnelles et souffre d’une couverture territoriale limitée et d’une corruption endémique.

Les outils administratifs de base font défaut et, par conséquent, le flux de gestion des dossiers ne fonctionne pas correctement et les délais de saisine sont extrêmement longs. Les salaires des membres du personnel judiciaire ne leur sont pas versés pendant des mois entraînant des problèmes d’absentéisme et de corruption. Quant à la législation, elle reste dépassée et souvent discriminatoire à l’égard des femmes, des minorités ethniques et d’autres groupes vulnérables.

Il n’existe aucun système de justice pour mineurs en état de fonctionner ni aucun système d’aide juridictionnelle. Le système de formation juridique, centralisé sur la Faculté de droit de l’Université de Galasi, est au point mort en raison d’une pénurie de fonds publics.

1. **Médias**:Le pays compte une vingtaine de quotidiens, deux stations de radio et deux chaînes de télévision. Les stations de radio sont exploitées par des coopératives d’État, tandis que la plupart des journaux sont privés. Les deux journaux les plus importants sont publics et l’Église catholique en publie un autre. En outre, il existe quelques stations de radio communautaires de faible puissance et des médias imprimés locaux dont la diffusion est locale et très limitée.

En principe, le Ministère de l'information contrôle tous les médias. La censure est très limitée pour ce qui est des petits médias locaux, mais quasi absolue dans le cas des stations de radio officielles et des principaux journaux.

**ÉCONOMIE**

1. **Système économique**:L’économie du Carana repose sur le système de marché libre et de la libre entreprise, mais la participation et l’influence du Gouvernement s’y font largement sentir. Le Gouvernement contrôle le secteur minier et l’ensemble du commerce extérieur, mais les rebelles contrôlent certaines zones importantes d’extraction des diamants

**Données économiques de base (2016)**

|  |  |
| --- | --- |
| PIB | 9,3 milliards de dollars |
| PIB par habitant | 520 $ |
| Composition du PIB par secteur | Agriculture : 27 %  Fabrication : 16 %  Minier : 32 %  Services : 25 % |
| Croissance du PIB | De 1919 à 1997 : 3 % en moyenne par an  2013 : -4 %  2014 : -2,5 %  2015 : -2,8 %  2016 : -6,9 % |
| Comparaison du pays avec le reste du monde | 223e |
| Taux d'inflation | 300 % |
| Taux de chômage | Total : S/O  Dans les zones urbaines, plus de 30 % |
| Monnaie | CFr (Franc caranais) 100 CFr = 1,5 $ |

1. **Secteur bancaire et économie monétaire**:La Banque centrale du Carana gère les réserves nationales de devises, le service de change de devises internationales et l’ensemble des transactions monétaires publiques.

Selon la Constitution, la Banque centrale est responsable de la valeur de la monnaie et de la croissance économique. En réalité, elle est davantage une institution gouvernementale qu’un instrument indépendant de croissance et de stabilité économiques.

La BEC (Banque économique du Carana) publique est la seule institution monétaire d’envergure nationale. Elle a des agences dans tous les chefs-lieux de province et dans certaines des plus grandes villes.

Certaines banques privées internationales ont des succursales dans la capitale.

1. **Extraction minière**:L'extraction de diamants et de cuivre représente une part importante du PIB. Avec les bois rares, le bois de construction et le coton, les diamants et le cuivre sont les principaux produits exportés au Carana. Le charbon est principalement utilisé dans le pays pour la production d'électricité.

Avant 1996, l'industrie minière était contrôlée par des entreprises privées, mais depuis lors, le gouvernement en a progressivement pris le contrôle.

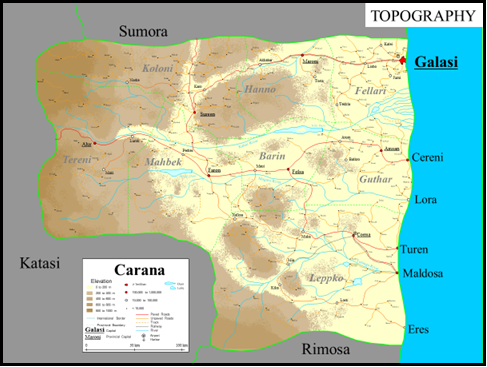
1. **Industrie manufacturière**:L'industrie manufacturière représente 16 % du PIB. Les principales activités de ce secteur sont l’industrie alimentaire et l’industrie de la pêche, la production d’articles pour les marchés locaux et le traitement du bois et des textiles. Le secteur manufacturier souffre d’une pénurie d’infrastructures et de travailleurs qualifiés, d’une administration inefficace et d’une corruption généralisée.
2. **Agriculture**: Environ 31 % de la superficie totale du Carana est utilisée à des fins agricoles. Les produits agricoles (fruits, maïs et autres céréales) sont vendus essentiellement sur le marché local. Le coton est le seul produit agricole à être exporté.

Pour l’essentiel, les terres agricoles se présentent sous formes de petites parcelles appartenant à la population locale. Le coton est le seul produit cultivé dans de grandes exploitations employant une main-d’œuvre salariée.

1. **Commerce extérieur**: Le Carana exporte principalement du bois, des diamants, du cuivre, du coton et, dans une moindre mesure, du poisson, des fruits et des produits de l’artisanat. Le pays importe principalement des produits industriels, des véhicules, des denrées alimentaires et des produits pétroliers.

Le Carana a noué des relations commerciales avec ses voisins et avec la France. Jusqu'en 1996, la balance commerciale du Carana était positive.

**INFRASTRUCTURES**

****

1. **Routes**:Le Carana disposait d'un réseau routier bien développé, capable de soutenir le trafic commercial et de desservir toutes les grandes villes. Cependant, les années de guerre civile, les conditions climatiques difficiles, le manque d'investissement et d'entretien l'ont considérablement dégradé, si bien que certaines parties du réseau routier sont souvent impraticables pendant la saison des pluies.

Outre les routes goudronnées, il existe un réseau dense de routes et de pistes non goudronnées. Les ponts de ce réseau sont généralement construits en bois et sont rarement capables de supporter le passage de véhicules lourds.

1. **Voies ferrées**: Le Carana possède deux lignes de chemin de fer d'une longueur totale de 280 km. L'ensemble des voies et des installations de chargement datent de la période coloniale française. L’une des lignes relie Galasi à la région d’extraction du charbon à l’est de Sureen. La deuxième ligne relie Maldosa et Mia, et a été construite pour transporter le cuivre jusqu'au port de Turen. Faute d'entretien, le système ferroviaire est en mauvais état, bien qu'il soit encore utilisé de temps à autre.
2. **Ports**:Le Carana dispose de trois ports en eau profonde de plus ou moins grande capacité. Le port de Galasi est le plus développé et le mieux équipé du pays, avec une capacité de Roll-on Roll-off (RoRo) et des grues en état de marche.

Le port de Cereni n'a pas de capacité RoRo mais est équipé de systèmes de chargement pour les conteneurs de marchandises lourdes.

Le port de Maldosa a été construit à l'origine pour le chargement du cuivre. Il dispose d'un accès ferroviaire mais d'installations limitées pour le chargement de conteneurs et d'équipements lourds.

1. **Aéroports**:Le Carana possède deux aéroports internationaux, à Galesi et à Corma. Les deux aéroports sont opérationnels et peuvent accueillir des avions gros porteurs. Ils sont utilisés par des compagnies aériennes internationales. Toutefois, leur capacité de manutention des marchandises est limitée.

Il existe également 25 pistes d’atterrissage dans le pays, qui ne sont pas toutes des pistes goudronnées. La longueur de ces pistes et la qualité de leurs installations sont très variables.

1. **Électricité**:Le Carana a la capacité d'être relativement autonome en ce qui concerne la production d'électricité. Celle-ci est générée par deux centrales électriques au charbon et deux centrales hydroélectriques. Le réseau de distribution, qui ne peut alimenter que Galasi, les capitales provinciales et quelques autres villes, constitue le point faible du pays. Les zones rurales ne sont pas desservies par le réseau électrique. Quelques petites centrales hydrauliques locales et des générateurs fournissent de l'électricité à une petite partie de la population rurale.
2. **Eau et assainissement**:La capitale et certaines grandes villes sont équipées d'un système d'approvisionnement en eau, mais uniquement pour la zone centrale de la ville. Toutes les autres villes et tous les villages utilisent des puits et font le commerce de l’eau. La qualité de l'eau fournie par les quelques systèmes d'approvisionnement ne répond pas aux normes d'hygiène internationales, sans toutefois constituer une menace directe pour la santé de la population. La qualité de l'eau dans les zones rurales est globalement satisfaisante. Toutefois, la qualité de l'eau dans les banlieues surpeuplées de Galasi et dans les camps de déplacées est problématique.

Il n’existe pas de système d’assainissement et d’enlèvement des ordures au Carana, ce qui est une source de maladies et de problèmes de santé, en particulier dans les zones densément peuplées.

1. **Télécommunications**:Le réseau de télécommunications ne dépasse pas la capitale du pays. Le réseau de téléphonie fixe couvre moins de 20 % de la ville et n’est pas fiable. En conséquence, la couverture du téléphone cellulaire se développe et couvre généralement les principales villes et routes du pays, ainsi que certaines des zones frontalières les plus éloignées qui peuvent accéder aux antennes des pays limitrophes.

Les institutions gouvernementales et les grandes entreprises utilisent également les communications par satellite, en particulier dans les régions les plus reculées.

**ARMÉE ET SÉCURITÉ**

1. **Aperçu de la situation en matière de sécurité**:Même si plusieurs conflits ont éclaté avec les pays voisins au cours des dernières décennies et si les relations avec Katasi et Rimosa restent tendues, la probabilité d'un conflit est faible. Le Carana n’est actuellement visé par aucune menace militaire extérieure.

Sur le plan de la sécurité intérieure, les principaux problèmes sont liés au conflit qui oppose les groupes armés au gouvernement, qui se radicalise de plus en plus, et au niveau élevé d'activité criminelle, dont une partie est organisée dans les zones urbaines, conséquence des difficultés économiques. Dans le nord et l'ouest du pays, on observe de plus en plus de cas de détournements criminels de l'exploitation des diamants, probablement avec la connivence du gouvernement et sous le contrôle de cartels basés à Sumora.

On estime à 12 000 le nombre de personnes tuées au cours des six derniers mois et à 200 000 le nombre de personnes contraintes de fuir leur foyer en raison des combats entre les forces gouvernementales et les rebelles dans le nord et le sud du pays. De nombreux civils ont été enlevés par des groupes armés, principalement par des sections de rebelles extrémistes, mais aussi par les FDC.

1. **Armée**

**Structure des FDC**

Les FDC près de 10 000 hommes (9 000 soldats, 800 aviateurs et 200 marins). Les chefs des trois corps relèvent directement du président.

Dotée d’un petit nombre de patrouilleurs côtiers et fluviaux, la marine joue un rôle spécialisé mais mineur au sein des Forces de défense.

L’Armée de l’air, équipée d’un escadron d’hélicoptères armés, d’hélicoptères de transport et de bombardiers légers a une force de frappe réduite. Ces moyens permettent au Gouvernement de projeter son pouvoir dans l’ensemble du pays, mais sont insuffisants pour lancer des frappes décisives contre les différents groupes rebelles.

L’arme principale des FDC est l’armée de terre, recrutée principalement, mais pas exclusivement, au sein du peuple caranais. Ses chefs sont presque tous des Caranais. Organisée en quatre commandements de zone, elle représente le pouvoir du Gouvernement central dans l’ensemble du pays. Les zones de responsabilité de ces commandements ne correspondent pas aux limites administratives et provinciales, mais au lieu d’implantation des quartiers généraux et de cantonnement des troupes.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Commandement de zone** | **Lieu** | **Troupes affectées** |
| Nord | Maroni | 2 bat. d’inf., 1 bat. aéroporté, 1 bat. d’artill., 1 bat. du génie, 1 batterie AAA, PM, fanfare |
| Ouest | Alur | 2 bat. d’inf., 1 baterrie d’artillerie |
| Centre | Folsa | 1 bat. d’inf., 1 comp. du génie, 1 compagnie de reconnaissance |
| Sud | Corma | 2 bat. d’inf., 1 compagnie de reconnaissance |

**Principaux équipements**

Le Gouvernement français a fourni l’essentiel du matériel militaire existant dans les années 80 et 90. Depuis, la maintenance de ce matériel a souvent pâti d’une pénurie de pièces de rechange et de mécaniciens qualifiés. Le niveau de disponibilité des équipements est jugé faible.

**Armée**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Type** | **Quantité** | **Fonction** |
| AMX 13 | 12 | Char léger |
| Mamba | 17 | Véhicule de reconnaissance |
| AML 60/90 | 11 | Véhicule de reconnaissance |
| 3 | 21 | APC |
| 2 | 11 | canon d'artillerie de 105 mm |
| 120 mm Brandt | 14 | Mortier |
| 81 mm Brandt | 27 | Mortier |
| RCL M 40 | 8 | Lanceur sans recul de 106 mm |
| Panhard M 3 VDA | 9 | Canon antiaérien automoteur |
| 60 | 17 | Canon antiaérien de 20 mm |

**Armée de l'air**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Type** | **Quantité** | **Fonction** |
| Alpha Jet C | 6 | Attaque au sol |
| Fokker 100 | 3 | Transmission |
| Cessna 421 | 2 | Transmission |
| F 33 C Bonanza | 4 | Entraînement |
| Aérospitale SA 330 H Puma | 6 | Utilitaire |
| Aérospitale SA 316 Alouette | 5 | Utilitaire/transmission |

**Marine**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Type** | **Quantité** | **Fonction** |
| Suscal A | 3 | Garde-côtes 150 t |
| LC-84 | 2 | Patrouilleur fluvial |

1. **Garde présidentielle**:La garde présidentielle a un effectif équivalant à deux bataillons d’infanterie (environ 1 500 hommes) et ne fait pas partie intégrante des forces de défense ordinaires. Les commandants et la plupart des officiers sont des Caranais et sont recrutés par le Président Ogavo. Les membres de cette garde ont suivi un entraînement intensif et ont droit à plusieurs privilèges. Il s’agit d’une unité d’élite loyale chargée de protéger le Président. Elle est utilisée à des fins spéciales. Il y a peu, elle a été utilisée à plusieurs reprises, aux côtés des unités de gendarmerie, pour combattre les groupes rebelles, et elle a la réputation d’être particulièrement féroce.
2. **Police**:Les forces de l'ordre du Carana se répartissent entre la police nationale du Carana (PNC) et la gendarmerie. Les forces de la PNC sont situées dans les centres de population et sont contrôlés par le ministère de l'Intérieur par l'intermédiaire de l'administration provinciale. La gendarmerie, qui fait partie du ministère de la défense, assure la présence de la police dans les zones rurales et est responsable de la sécurité des frontières. Toutefois, ces dernières années, la gendarmerie a été utilisée plus souvent pour réprimer les groupes politiques d'opposition que pour assurer la sécurité rurale ou le contrôle des frontières. En outre, les unités des FDC assument souvent des tâches de maintien de l'ordre dans le cadre de la sécurité intérieure.

Ces dernières années, la PNC et la gendarmerie ont souffert d'une grave pénurie de personnel qualifié, de ressources logistiques et financières et de formation. En outre, elle a été marquée par une forte politisation, la corruption et la mauvaise gestion. La présence policière au Carana est très faible. Le nombre estimé d’agents de la PNC et de la gendarmerie s’élève à 10 000 agents, soit un agent pour 1 400 citoyens. Sur ce nombre, seuls 5 % sont des femmes qui occupent essentiellement des fonctions administratives.

Le contrôle des frontières terrestres et maritimes, le contrôle de l’immigration, le contrôle douanier et l’administration des ports, ainsi que d’autres secteurs connexes de la sécurité intérieure ne fonctionnent plus. Ces derniers mois, des éléments de preuve d'activités criminelles organisées, notamment de trafic de drogue et d'êtres humains, ainsi que de contrebande de diamants, ont été mis au jour, impliquant dans certains cas la complicité ou la participation active d’officiers chargés de l'application de la loi.

Les taux de criminalité, en particulier dans les centres de population, sont élevés et de nombreux rapports font état de violations des droits humains perpétrées par les forces de l'ordre. Cette inefficacité et l'érosion des normes professionnelles ont entraîné une perte généralisée de leur crédibilité au sein de la population.

**GROUPES REBELLES**

1. **MPC**:Le MPC, organisation se revendiquant comme laïque et qui jouit d’une large popularité, compte au total 10 000 combattants, structurés en groupes de 700 hommes, avec 10 000 à 20 000 sympathisants. Dans l’ouest, elle bénéficie d’un fort soutien de la population, toutes religions confondues. Chacun de ces groupes est dirigé par un chef de commandement et dispose d’un réseau local de sympathisants. Bien que les groupes n’aient pas de structure militaire interne définie, ils sont basés sur un système de sous-commandants qui ont sous leurs ordres un nombre variable de combattants. La loyauté envers les sous-commandants est élevée et la discipline est bonne.

Le quartier général du MPC se trouve à Alur, mais il s’agit davantage d’un QG symbolique que d’un siège opérationnel. Dans certaines régions, le MPC a supplanté le gouvernement et les fonctions administratives de base. En raison du large soutien de l’opinion publique aux rebelles et du mécontentement à l’égard du gouvernement, le nouveau rôle du MPC est bien accepté par la population de l’ouest, majoritairement kori.

1. **CISC**: Le CISC est une formation non structurée de rebelles aux origines diverses. Certains membres sont des Tatsi déserteurs des FDC, tandis que d’autres sont des réfugiés de la guerre au Rimosa. L’effectif total est estimé à environ 3 000 combattants. Le soutien public aux CISC est principalement basé dans la province de LEPPKO, dominée par les Tatsi.

Le mouvement a réussi à rallier de jeunes hommes à sa cause en combinant les politiques antimusulmanes du gouvernement, le zèle religieux et la mauvaise situation économique. La discipline et la cohésion interne de ce groupe rebelle sont actuellement faibles, tout comme le niveau de formation, même si, ces derniers temps, on constate de plus en plus la présence d’extrémistes étrangers expérimentés qui ont augmenté le rythme et la qualité des opérations du CISC.

**SITUATION HUMANITAIRE**

1. **Nutrition**:Même si tous les aliments de base sont disponibles sur les marchés, une grande partie de la population n'a pas les moyens de se procurer les aliments nécessaires à une alimentation suffisante. Dans les zones rurales, la plupart des habitants peuvent compenser l'inflation et le chômage par une agriculture autosuffisante. Cependant, il existe de graves problèmes nutritionnels dans les zones urbaines et les camps de personnes déplacées. On prévoit qu’une situation d’urgence humanitaire touchera près de 2 millions de personnes l’année prochaine.
2. **Santé** : Il n’existe pratiquement aucune infrastructure médicale dans les zones rurales. Le système de santé rudimentaire qui existe dans les villes n’est pas en mesure d’assurer un soutien sanitaire de base.

L’un des principaux problèmes humanitaires au Carana est le manque criant d’installations médicales fonctionnelles dans le sud et l’ouest tenus par les rebelles. Il manque cruellement de fournitures d’urgence pour les populations déplacées et vulnérables, en particulier dans les camps de personnes déplacées à l’intérieur du pays.

Le risque d'épidémies pourrait s'accroître si la situation dans les grandes villes continue de se dégrader. L'OMS (Organisation mondiale de la santé) a déjà signalé 70 cas de choléra au Carana cette année.

1. **Réfugiés et PDI**:En raison des combats dans l’ouest et le sud, de nombreuses personnes ont été déplacées de leur domicile. On estime que 100 000 personnes ont trouvé refuge dans les pays voisins au Sumora (environ 40 000 réfugiés), au Katasi (environ 40 000 réfugiés) et au Rimosa (environ 20 000 réfugiés).

100 000 autres personnes ont fui leur domicile mais sont restées au Carana ; la plupart de ces déplacés se sont dirigées vers l’est, vers Galasi et d’autres villes côtières, où elles sont maintenant regroupées dans des camps de fortune et des bidonvilles à l’intérieur ou à proximité des zones urbaines. Les conditions de santé, d’assainissement et d’hygiène dans ces régions sont dangereusement inadéquates et constituent de plus en plus un terrain propice au mécontentement des extrémistes.

Enfin, le Rimosa, qui partage environ 200 km de frontière avec le Carana, a été touché par un conflit civil entre deux groupes ethniques rivaux, les Tatsis majoritaires et les Élassis minoritaires. En conséquence, environ 30 000 Élassis se sont réfugiés dans le sud du Carana. La plupart de ces réfugiés Élassis sont hébergés dans le camp Lora, près du village de Lora, à environ 50 km de la frontière du Rimosa, et constituent une source d’instabilité potentielle dans la province de Leppko, dominée par les Tatsis. Le camp de Lora est géré par le HCR et deux ONG partenaires, Refugees International et Care for the Children.